Rapport du
25ème anniversaire de l'APESS

SYNTHESE DES DEBATS ET PRINCIPALES CONCLUSIONS

« L'élevage familial, au coeur des enjeux de l'Afrique de l'Ouest et du Centre »

Réconcilier souveraineté alimentaire, intégration régionale et développement durable

DESIGN BY www.LORDIBRA.net

25ème ANNIVERSAIRE de l'APESS
du 4 au 6 décembre 2014
DAKAR
SENEGAL

SOUS LE HAUT PATRONAGE
de SEM le Premier Ministre du Sénégal
et sous l'égide de la CEDEAO

BENIN / BURKINA / CAMEROUN / CENTRAFRIQUE / GAMBIE
GUINEE BISSAU / MALI / MAURITANIE / NIGER / NIGERIA
SENEGAL / TCHAD / TOGO

« L'élevage familial, au coeur des enjeux de l'Afrique de l'Ouest et du Centre »

Lieux

Les conférences se dérouleront les **4 et 5 décembre 2014** au **CICES** – Centre International du Commerce Extérieur du Sénégal (Foire internationale de Dakar - Sénégal)

La table ronde se tiendra le **6 décembre 2014** au **Grand Théâtre National de Dakar**

Partenariats

Appuis institutionnels : CEDEAO, UEMOA, CEBEVIRHA, CILSS, CORAF, CIRDES

Appuis techniques : Hub Rural, Bureau Issala, Inter-Réseaux Développement Rural, IPAR, LARES

Appuis financiers : Union Européenne, Coopération suisse au Développement (DDC), CEDEAO

25ème ANNIVERSAIRE de l'APESS du 4 au 6 décembre 2014 DAKAR SENEGAL

WWW.APESS.ORG

Cet événement s'inscrit dans le cadre de l'année internationale de l'agriculture familiale et en relation avec la Campagne Cultivons

Secrétariat Général de l'APESS
04 BP 590 Ouagadougou 04 Burkina Faso
Tél. +226 50 34 66 36 ; +226 66 07 90 53
E-mail : sg@apess.org -
Web site : www.apess.org

2014 Année internationale de l'agriculture familiale

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de nos partenaires, notamment la commission européenne, la CEDEAO et la coopération suisse au développement (DDC)

25 ans le temps du bilan et des perspectives, sans oublier les festivités !

Pendant trois jours les femmes et les hommes, éleveurs membres de l'APESS, se sont retrouvés sur le site de la Foire internationale de Dakar pour célébrer 25 ans d'action associative au service de l'élevage familial. Placé sous le haut patronage de son Excellence Monsieur le Premier Ministre du Sénégal et sous l'égide de la Commission de la CEDEAO, cet événement ponctué de manifestations festives et culturelles, a représenté une opportunité d'échanges avec les nombreux partenaires de l'association sur les principaux défis qu'affronte le monde des éleveurs, dans un environnement bouleversé par de multiples mutations. Mais surtout, APESS a voulu en faire un moment privilégié de partage de son expérience et d'interpellation des décideurs publics nationaux, régionaux et internationaux, à l'occasion de l'Année internationale de l'agriculture familiale.

« Il est possible de moderniser l'élevage sans sacrifier les dimensions culturelles »

A lui seul, ce titre de l'article publié par le quotidien sénégalais Le Soleil à l'issue de la conférence de presse de l'APESS, résume la voie empruntée pour marquer cet anniversaire des 25 ans de travail. Mais pas seulement !Cette assertion est aussi la marque de fabrique de l'APESS dans son travail quotidien. Elle résume notre vision du devenir de l'élevage ouest et centre africain ainsi que notre principal message dans le débat sur les politiques de l'élevage dans l'espace régional.

Un partage d'expériences et des débats organisés autour de cinq conférences thématiques

Cinq conférences thématiques conduites en séance plénière ont structuré et rythmé les deux premiers jours de discussions sur des enjeux majeurs pour l'avenir de l'élevage. Les principales conclusions et interrogations tirées de ces travaux ont ensuite été livrées et soumises à l'appréciation des Ministres de l'élevage lors de la Table ronde finale présidée par Madame la Ministre de l'Elevage et des Productions Animales du Sénégal, et animée par le Dr Yamar Mbodj, Directeur Exécutif du Hub Rural.

L'élevage familial, caractérisation, diversité, atouts et contraintes.

Conférence thématique animée par Bio Goura Soulé, LARES

Parvenir à faire comprendre ce que sont les réalités de l'élevage familial est un défi important. L'agriculture familiale est souvent assimilée dans la région aux exploitations agricoles qui produisent des cultures vivrières destinées en priorité à l'autoconsommation. Or, une immense majorité des systèmes d'élevage répondent aux critères de l'agriculture familiale, avec un capital, des moyens de production, une force de travail qui reposent essentiellement voire intégralement sur la famille. Les produits et revenus de l'exploitation servent avant tout à préserver le capital productif, à faire vivre la famille et à entretenir son tissu de relations sociales.

Cette conférence thématique a pour la première fois permis de mettre des chiffres sur la table. Ces chiffres sont tirés de 186 enquêtes conduites au sein des familles d'éleveurs de l'APESS, à partir de la méthode des bilans simplifiés d'exploitation. Ils constituent une contribution à l'observatoire des exploitations familiales qui est mis en œuvre par les réseaux régionaux des organisations paysannes (ROPPA, RBM et APESS).

La présentation complémentaire réalisée par Hamade Kagoné au nom du CORAF/WECARD a permis de replacer les systèmes d'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre dans une perspective historique et de dégager les trois grands systèmes qui cohabitent actuellement : l'élevage pastoral, l'élevage agro-pastoral et l'élevage hors-sol, intensif. Elle a mis en avant les principaux facteurs qui déterminent l'évolution et l'adaptation des systèmes, en particulier la variabilité et le changement climatique, l'augmentation de la demande en produits animaux tirée par la croissance démographique, l'urbanisation et l'augmentation du pouvoir d'achat, et enfin le fonctionnement des marchés et les politiques commerciales.

Le débat qui s'en est suivi a mis en avant l'importance de l'élevage dans le dynamisme de l'économie dans son ensemble et des économies locales, à travers la valorisation des produits animaux mais aussi, à travers les multiples relations d'échanges monétarisés ou non, entre les éleveurs et les autres acteurs. L'élevage est aussi un facteur de dynamisme au niveau des marchés, et à travers la fiscalité locale. Il joue enfin un rôle majeur dans l'accroissement de la productivité agricole à travers les transferts de fertilité et le développement de la traction animale. Le débat a aussi mis en avant l'importance de l'élevage comme facteur d'aménagement, d'occupation et de valorisation de l'espace, facteur de paix et de stabilité, dans le contexte de propagation du terrorisme que connaît actuellement la région. Les participants ont insisté sur l'enjeu que représente la sécurisation des systèmes d'élevage, notamment l'élevage pastoral et agropastoral, dans les espaces transfrontaliers et ont pointé l'importance de faire évoluer les réglementations, notamment sur la mobilité et le foncier, et de promouvoir les investissements (accès à l'eau, sécurisation des parcours, développement des cultures fourragères, etc.). Enfin la discussion a porté sur l'importance prise par les collectivités locales dans la gestion du secteur à travers leur implication aux côtés des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs dans la régulation de l'accès aux ressources naturelles, la gestion des investissements locaux, et la gestion des marchés.

Lien vers :

- la présentation des principaux résultats des bilans simplifiés :
  http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/25ansapess-bilans-ef-introduction-premiere-conference
- la présentation du CORAF/WECARD :
  http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/coraf-evolution-des-systemes-delevage-en-aoc
- le document complet de synthèse et d'analyse des bilans
  http://apess.org/documents/eleveurs-apess-profil-d-exploitations-familiales.pdf
- la note introductive de la Conférence thématique
  http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/25ansapess-note-introductive-des-confrences-thmatiques

Encadré 1: Extrait du message adressé aux Ministres par le Secrétaire Général de l'APESS sur la connaissance de l'élevage familial

Jusque là nous décrivions nos pratiques d'élevage, nos systèmes, et il était difficile d'expliquer ce qu'est une exploitation familiale fondée sur l'élevage. Les Ministres nous l'ont rappelé hier avec force : aidez-nous à défendre nos budgets et pour ça, il faut que l'on démontre que l'argent public consacré à l'élevage est de l'argent bien investi ! Aujourd'hui nous disposons d'un outil qui nous a fait énormément progresser dans la connaissance même de nos exploitations et de leur place dans l'économie et la société. Pour nous, les éleveurs de l'APESS, on sait aujourd'hui que le bilan simplifié est notre nouveau bâton de berger, et Mesdames, Messieurs les Ministres, et les représentants des institutions régionales, ce bâton est aussi le vôtre.

Tout d'abord le bilan simplifié est utilisé par les éleveurs eux-mêmes, formés pour cela. C'est donc un outil de travail et de promotion interne à l'APESS, maitrisé par les producteurs. Ensuite cet outil nous fournit des informations stratégiques sur le fonctionnement de nos exploitations familiales, la place et la rentabilité de nos activités.

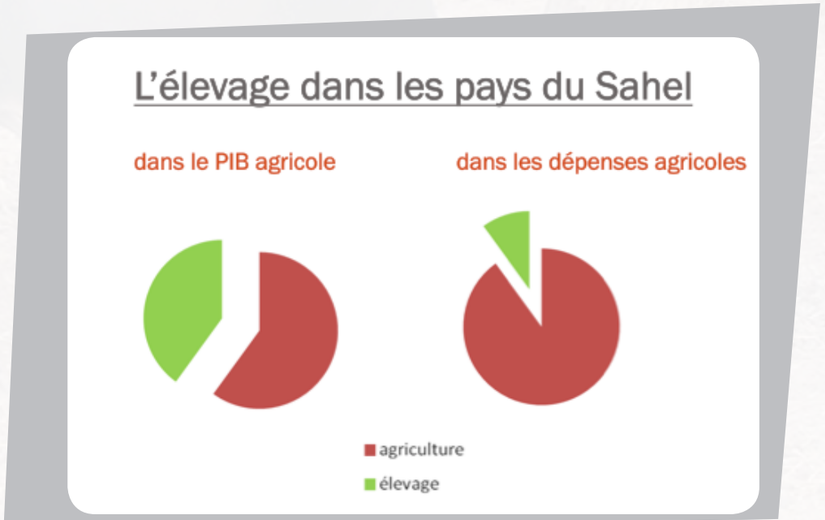
Compilées et synthétisées ces informations nous ont permis aux cours de ces journées de montrer très concrètement, ce qu'est la vie de nos exploitations et quelle est leur contribution à l'économie de nos pays, à la sécurité alimentaire, à l'intégration régionale. Nous le démontrons maintenant avec des chiffres puisque nous vivons dans un monde qui ne fait confiance qu'aux chiffres !

Les politiques d'élevage

Conférence thématique animée par Dr Yamar Mbodj – Hub Rural

Pour introduire les débats de cette conférence thématique, Hindatou Mamadou de l'APESS s'est appuyée sur les résultats d'une recherche entreprise en collaboration avec Inter-Réseaux Développement Rural. Cette recherche était centrée sur le soutien public à l'élevage au Sénégal, Mali, Burkina Faso et Niger, en référence aux Engagements de Maputo de consacrer au moins 10 % des dépenses publiques à l'agriculture, dont au moins 30 % au sous secteur de l'élevage.

Dans les pays étudiés, alors que l'élevage représente près de la moitié du PIB du secteur agricole dans son ensemble, les dépenses allouées à l'élevage ne dépassent 10 % des dépenses agricoles, soit de l'ordre de 1 % du budget de l'Etat. Cette situation s'inscrit de plus dans un mouvement de baisse des budgets alloués à l'agriculture, hormis au Sénégal, lorsque l'on compare les années 2000-2010 au années 1990-2000.



Au delà du volume de l'investissement public, c'est aussi la nature de ces dépenses qui a été questionnée au cours de la Conférence, et notamment le constat d'une faible implication dans l'amélioration des systèmes d'élevage liés à la tradition, au profit de l'élevage dit « moderne », un élevage marchand de type capitalistique ! L'étude met aussi en évidence le décalage entre les pays sahéliens qui se sont généralement dotés de législations pastorales, et les pays côtiers du Golfe de Guinée, qui en sont dépourvus, et qui remettent fortement en question la transhumance transfrontalière.

Cette présentation a été complétée par une intervention d'Oussouby Touré, consultant spécialiste du pastoralisme. Il a particulièrement insisté sur les facteurs de vulnérabilité des pasteurs, rappelé la pertinence de la mobilité pour l'ensemble de la région – au

delà des pasteurs eux-mêmes -, et de sa sécurisation. A cette fin, il a mis en avant les changements de contexte qui affectent les conditions de la mobilité et a prôné une meilleure prise en compte dans les politiques publiques. Il a enfin soulevé deux enjeux : la nécessité de trouver des formes de gouvernance concertées des ressources naturelles et l'importance de développer l'accès à l'aliment du bétail tant pour améliorer la productivité du cheptel, que pour prévenir et gérer les crises pastorales.

Enfin, les interventions de la CEDEAO et de la CEBEVIRHA ont permis de compléter l'analyse des politiques nationales par la vision régionale dans les deux sous sous-régions.

Le débat a mis en évidence l'importance de mieux communiquer sur l'ensemble des problématiques élevage, les enjeux que le secteur comporte dans ses multiples dimensions et ses multiples retombées pour l'ensemble de l'économie nationale et régionale, de façon à améliorer la perception des décideurs au plus haut niveau. Les représentants du secteur public ont eux même insisté sur ce point, pour faciliter la défense des budgets consacrés à l'élevage dans le débat budgétaire national. Plusieurs préoccupations majeures sont revenues dans la discussion :

- les enjeux liés à la production et aux filières laitières, avec leur importance dans le revenu des femmes. Les participants ont interpellé fortement les décideurs publics sur les conséquences d'un droit de douane très faible appliqué sur la poudre de lait, tant pour les éleveurs que pour la dépendance aux importations de la région et le coût en devises. Cette situation apparaît d'autant plus anachronique quand on connaît le potentiel de production de la région et le manque à gagner pour les économies.

- Les questions liées aux tracasseries, à deux niveaux : sur les couloirs de transhumance et dans les espaces d'accueil des pasteurs ; et sur les couloirs de commercialisation, notamment au passage des frontières.

Lien vers :

- la présentation des résultats de l'étude sur le financement public de l'élevage dans quatre pays du Sahel :
http://apess.org/index.php?option=com_content&view=article&id=366&Itemid=152
- la présentation relative aux enjeux du pastoralisme
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/presentation-pastoralisme-o-toure
- le document de synthèse et les notes nationalessur le financement public dans l'élevage au Sahel depuis 10 ans
http://apess.org/documents/synthese-etudes-bilan-maputo-apess.pdf
- la note introductive de la Conférence thématique
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/25ansapess-note-introductive-des-confrences-thmatiques

Accompagner la transformation de l'élevage familial en mobilisant la recherche-développement.

Conférence thématique animée par Dr Aboubakar Njoya – CORAF/WECARD

Rappelées dans l'introduction de la conférence, les multiples mutations qui affectent le secteur de l'élevage obligent à faire évoluer les différents systèmes de production et à améliorer les circuits de commercialisation. En ouvrant la session, Adama Traoré de l'APESS a montré comment le changement technique peut transformer les conditions de vie des éleveurs, lorsqu'il prend appui sur les connaissances et les savoirs des éleveurs eux-mêmes et introduit des innovations. C'est toute l'histoire de l'APESS et de son approche qui est ainsi résumée, qu'il s'agisse de la conservation des fourrages ou de l'amélioration génétique.

L'expérience de la structuration de la filière lait et du développement des services d'appui aux éleveurs de Dagana, restituée par Guillaume Bastard (GRET) a montré les progrès qui peuvent être accomplis rapidement lorsqu'un ensemble de goulets d'étranglements techniques (accès aux fourrages par exemple) et socio-organisationnels sont levés. Surtout, l'approche montre qu'il est réellement possible de s'appuyer sur les éleveurs traditionnels pour bâtir une filière laitière connectée avec un industriel investi dans la transformation et développant une logique de contractualisation avec les producteurs.

Dans son intervention, Christian Corniaux du CIRAD a de son côté montré l'importance de l'information dans le pilotage du changement, en prenant appui sur le cas du SIPSA, le système d'information sur le pastoralisme au Sahel. Il a mis en évidence le rôle que joue l'information pour comprendre un ensemble de transformations qui sont à l'œuvre (notamment dans l'évolution des ressources naturelles) et pour raisonner les choix stratégiques à opérer. Il a enfin regretté le peu d'investissements réalisé dans le domaine de l'information.

Dans son intervention Abdoulaye Mando représentant du GRAD – le Groupe de Recherches et d'Actions pour le développement – a mis en avant les espoirs placés dans la mise en place de plate forme d'innovations. Il a surtout mis l'accent sur l'intérêt de la démarche qui cherche à articuler des plateformes multi-acteurs au niveau local, avec des plateformes à l'échelle nationale et à l'échelle des chaines de valeur sous régionales.

L'intervention de Madame la Directrice du CIRDES, institution de recherche spécialisée en élevage, a permis de faire le lien entre les travaux conduits en station et les acteurs socioprofessionnels.

Le débat a permis de montrer l'existence d'un large consensus sur l'importance du dialogue entre les éleveurs et les chercheurs, tant au stade de l'identification des domaines pertinents de recherche et d'innovation, qu'au stade de la recherche à proprement parler et enfin à l'étape de dissémination des résultats. C'est donc une révolution complète des relations entre chercheurs, producteurs, conseillers et vulgarisateurs. La discussion a aussi mis en avant l'importance de la recherche – action au niveau régional, de façon à mutualiser les efforts d'une part, et de façon à mieux prendre en charge les dimensions régionales des systèmes de production, comme des chaines de valeur.

Lien vers :

- la présentation de l'expérience de l'APESS : introduire des innovations techniques et sociales dans les systèmes d'élevage liés à la tradition
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/presentation-apess-42854258
- La présentation du GRET sur le développement des services et la structuration des éleveurs laitiers à Dagana
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/25ansapess-acces-aux-services-et-structuration-des-eleveurs-laitiers-dans-le-departement-de-dagana-senegal-par-guillaume-bastard-gret
- la présentation du CIRAD sur les enjeux de l'information
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/25ansapess-limportance-de-linformation-le-role-des-observatoires-de-lelevage-pour-ameliorer-la-connaissance-et-faciliter-la-decision-par-christian-corniaux-cirad
- la présentation du GRAD relative aux plateformes d'innovation
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/25ansapess-les-premiers-enseignements-de-la-plateforme-regionale-betailviandes-par-grad
- la note introductive de la Conférence thématique
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/25ansapess-note-introductive-des-confrences-thmatiques

Moderniser la commercialisation et répondre à l'évolution de la demande : quels rôles pour les organisations d'éleveurs. *Conférence thématique animée par Cheikh Tidiane Dieye – ENDA/CACID*

Symptomatique des complémentarités entre les pays sahéliens et les pays côtiers, les produits de l'élevage relèvent résolument de marchés régionaux avec des pays sahéliens excédentaires, qui exportent des quantités considérables d'animaux vifs vers les pays côtiers, déficitaires. Malgré le dynamisme de l'offre et la croissance du cheptel, la région reste fortement déficitaire et importe des quantités importantes de viandes, lait et produits laitiers en provenance du marché mondial. Satisfaire la demande constitue un immense défi pour la région et ce d'autant plus que la demande en protéines animales évolue rapidement. Principales raisons : la croissance de la population et l'urbanisation, qui s'accompagne d'une consommation accrue de produits animaux. Mais on observe aussi une plus grande segmentation de la demande, avec l'"évolution des revenus et des exigences plus grandes d'une fraction croissante des consommateurs notamment sur la qualité de la découpe et la sécurité sanitaire des aliments.

Dans la première intervention, Bio Goura Soulé du LARES (Bénin) a rappelé les grandes caractéristiques du marché bétail-viandes, les principaux flux régionaux et leur ampleur. Il a aussi évoqué le sort réservé aux produits animaux dans la politique extérieure de la CEDEAO, avec un droit de douane faible sur les produits laitiers, et un droit à 35 % sur les produits carnés, le maximum de taxation que la région pratique.

Moussa Cissé, expert au CILSS a de son côté présenté les obstacles qui se dressent le long des principaux couloirs de commercialisation entre les pays sahéliens et les pays côtiers, et fournit des évaluations du coût que ces tracasseries représentent pour les éleveurs et les commerçants. Après avoir montré comment les crises politiques et les questions sécuritaires ont conduit à la réorientation de certains flux commerciaux au cours des dernières années, il a explicité la méthode développée au niveau de la région pour parvenir à réduire les obstacles qui pèsent sur la compétitivité des produits sur les marchés de consommation.

Dans le prolongement de cet apport, Adrien Mankor, enseignant vétérinaire, s'est concentré sur les enjeux sanitaires et vétérinaires, dans le contexte d'un marché régional intégré. Il a notamment montré que sans une sécurité sanitaire élevée, il est illusoire de penser que les Etats laisseraient circuler les animaux sans contrôles vétérinaires. Mais il a aussi pointé le risque que représentent les carences des services vétérinaires, et la corruption dans la propagation de maladies contagieuses.

Représentant l'organisation CORET, Mr Bello a particulièrement insisté sur les risques que comporte la montée en puissance des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. Il a souligné le lien indissoluble entre la transhumance et la commercialisation du bétail, l'approvisionnement des marchés côtiers. Il a mis en avant la nécessité d'harmoniser les politiques dans ce domaine pour sécuriser tant les pasteurs que les agriculteurs en définissant de nouvelles règles d'accès et de gestion des ressources.

Président de la COFENABVI-AO, Salif Coulibaly a centré son intervention sur l'historique de l'organisation interprofessionnelle et les défis qui se présentent à elle. Il a notamment insisté sur la nécessité d'aller vers des interprofessions nationales plus fortes et plus représentatives. Il a aussi évoqué les questions de formation des acteurs dans les différents métiers de la filière et sur l'importance de contribuer à la définition de politiques appropriées tant au niveau national que régional.

Le débat qui a suivi cet ensemble de présentations a mis en exergue plusieurs éléments importants :

- La dynamique de la demande représente une opportunité importante, alors que le potentiel de croissance de la production est élevé. Mais pour satisfaire cette demande et éviter qu'elle ne soit happée par les importations et par les productions de volailles, les filières bétail-viandes doivent faire des efforts importants en termes de qualité et de compétitivité ;

- Il en va de même pour le lait. C'est en enjeu très important pour améliorer les régimes alimentaires (notamment des enfants dans les écoles) et réduire la malnutrition, et pour améliorer les revenus des ménages d'éleveurs et notamment des femmes. Il est important à cet égard de concevoir des politiques cohérentes entre la maîtrise des importations, qui vont rester nécessaires quelques années, et la promotion des filières lait local ;

- A lui seul le Nigeria représente plus de la moitié de la demande ouest africaine et il a besoin pour s'approvisionner des flux en provenance du Sahel ouest et centre africains ;

- La sécurité sanitaire, pour le bétail comme pour les humains n'est pas négociable. La mise à niveau des services vétérinaires et des contrôles sécurisés restent indispensables ;

- Les organisations d'éleveurs doivent être renforcées au sein des interprofessions bétail-viandes et le dialogue avec les autres acteurs de la filière renforcé ;

- Les réglementations harmonisées et adoptées au niveau régional tardent à être mises en œuvre ou ne le sont que très partiellement par les pays membres. De plus, il convient d'harmoniser ces règlementations entre la zone CEDEAO et la zone CEEAC.

Lien vers :

- la présentation des caractéristiques des marchés bétail-viandes
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/caracteristiques-des-marches-betail-viandes-par-dr-bio-goura-soule
- la présentation des enjeux sanitaires et vétérinaires
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/presentation-adrien-mankor
- la présentation des tracasseries routières
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/les-tracasseries-routires-freins-lintgration-des-marchs-p
- la présentation de la COFENABVI
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/presentation-de-la-cofenabviao
- la note introductive de la Conférence thématique
http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/25ansapess-note-introductive-des-confrences-thmatiques

Education et formation : des enjeux majeurs pour les populations mobiles.

Conférence thématique animée par Mamoudou Diallo du MENA Burkina Faso.

L'inadaptation des systèmes éducatifs conçus pour des populations sédentaires a longtemps tenu l'immense majorité des enfants d'éleveurs à l'écart de l'éducation et de l'alphabétisation formelles. A cela, s'ajoute le fait que les Etats ont souvent considéré la mobilité des pasteurs comme une menace. L'accès à l'école était dès lors perçu par les éleveurs comme un instrument d'assimilation, qui allait contribuer à la perte d'identité du monde pastoral, déjà fortement malmenée par les conséquences des sécheresses des années 1970 et 80.

Le contexte a beaucoup changé ces dernières années. Le dialogue entre les éleveurs et les autorités a permis de mieux se comprendre. De leur côté les éleveurs sont conscients que l'éducation et la formation sont des leviers indispensables pour s'adapter. L'alphabétisation et la formation sont désormais perçus comme des moyens qui peuvent permettre aux éleveurs de préserver leur culture tout en renforçant leur capacités à s'insérer dans les sociétés, échanger avec les autres acteurs, faire valoir leurs intérêts, etc. Tout le débat est désormais dans l'organisation concrète du système d'éducation et de formation pour l'adapter aux contraintes de la mobilité, d'une part, et dans le contenu même des programmes, le projet de société qu'ils sous tendent.

En ouverture de la conférence thématique, Barry Boubacar de l'APESS a rappelé les enjeux de la formation pour les pasteurs nomades en s'appuyant sur l'expérience de l'association, en particulier avec les programmes développés sur les espaces transfrontaliers (programme PREPP) en partenariat avec les ministères des pays concernés. Cette présentation a été complétée par l'expérience de l'ADRB au Tchad, et qui décline le programme PREPP sur les frontières du Tchad et du Niger. Il a notamment mis en avant les difficultés liées à la disponibilité des enseignants et à leur prise en charge. Il a insisté sur les impacts de l'éducation sur les jeunes, et notamment les filles, qui se traduisent par une demande de formation accrue chez les adultes qui ne la vivent plus comme une menace mais comme une opportunité. Elle se traduit aussi par une implication nettement plus forte des femmes, qui acquièrent de la confiance en elles, dans les activités des organisations d'éleveurs. La présentation réalisée par le Professeur Rashid Aderinoye, de la Commission Nationale pour l'Education Nomade du Nigeria. Plus de 3500 écoles spécialisées dans l'accueil des enfants des populations nomades permettent désormais d'accueillir plus de 500 000 enfants. Une des particularités mises en avant porte sur les programmes d'éducation dispensés avec les réseaux de radio. Enfin, l'intervention de l'ONG Delta Survie au Mali, par la voix de Ibrahima Sankaré, a mis l'accent sur le rôle de l'éducation et de la formation dans la prévention des conflits, dans la qualité des concertations locales dans les zones d'accueil. Il a notamment insisté sur le rôle que jouent les femmes dans la dynamique de la communauté des éleveurs, en raison de l'absence des hommes, et de leur rôle dans la préservation et la protection de la famille. Il a terminé son propos par cette phrase : « L'autorité de l'Homme dans le ménage est profitable à l'éducation de la famille, mais c'est l'engagement de la femme et sa subtilité qui sont plus déterminants pour l'éducation au sein de cette société » !

Le débat qui s'en est suivi a montré l'importance que les éleveurs de l'APESS et surtout les femmes accordent à l'éducation, par le nombre et la richesse des interventions de la salle. Des participantes ont notamment soulevé la contrainte de l'accès à l'eau, qui constitue un handicap dans le processus de scolarisation des filles. Le débat s'est longuement attardé sur la nécessité de s'appuyer sur les différentes expériences qui ont été présentées, et de leurs impacts concrets, pour approfondir le dialogue avec les autorités nationales et régionales et développer des programmes plus ambitieux.

Lien vers :

- la présentation de l'expérience de l'APESS (PREPP)
  http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/presentation-sur-le-prepp
- la présentation de la Commission Nationale pour l'éducation nomade (Nomadic Education-Nigeria)
  http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/enhancing-the-development-of-nomads
- la présentation de Delta-Survie au Mali
  http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/delta-survie
- la présentation de l'ADRB du Tchad
  http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/education-en-milieu-pastoral-au-tchad-les-enjeux-vus-par-une-organisation-dleveurs-le-cas-de-adrb
- la note introductive de la Conférence thématique
  http://fr.slideshare.net/APESS_Afrique/25ansapess-note-introductive-des-confrences-thmatiques

Encadré 2 : Discours de son Excellence le Général Muhammadu Buhari (CGRF) lors de la célébration du 25ème anniversaire de l'APESS et de la table ronde ministérielle à Dakar, Sénégal le 4 decembre 2014.

Préséance protocolaire

Avant tout propos, je voudrais exprimer ma profonde gratitude au Gouvernement et au peuple de la République du Sénégal pour avoir bien voulu abriter ce grand événement après avoir accueilli l'Assemblée Générale à Thiès l'année dernière. Nous vous en remercions. Je voudrais également présenter mes excuses pour n'avoir pas pu faire le déplacement. Cette absence est due à des questions nationales pressantes au Nigeria et pour lesquelles j'avais déjà pris des engagements avant que la date de cette manifestation de Dakar ne soit fixée. Nonobstant cela, je voudrais réaffirmer mon engagement au respect des principes de l'Organisation et de ses idéaux de transformation de l'élevage en Afrique de l'Ouest et Centrale.

J'ai l'honneur et le plaisir de souhaiter la bienvenue à tous les participants à cette célébration du 25ème anniversaire de l'Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane (APESS) dans cette belle ville de Dakar, sous le thème de : Promouvoir l'Elevage Durable : Quelles Perspectives et Propositions pour un Appui à la Transformation de l'Elevage Familial en un Elevage Moderne de Vie en Afrique de l'Ouest et Centrale ? Cet anniversaire constitue en effet un jalon important au regard du chemin parcouru par l'Organisation. De ses débuts modestes au Burkina Faso il y a de cela quelques 25 années, l'APESS est aujourd'hui présente dans 13 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale.

Je voudrais saluer l'engagement et le dévouement des membres, du personnel technique et du Secrétariat de l'APESS sous la direction du Secrétaire Général, Dr. Ibrahima Aliou, qui ont permis cette croissance phénoménale de notre Association. Je remercie également les partenaires techniques et financiers qui ont toujours eu foi en l'esprit de l'Organisation et ont continué à lui apporter leur appui tout au long de ces années, dans ses efforts pour tracer le chemin de l'avenir.

L'Afrique de l'Ouest et Centrale ont un énorme potentiel en matière d'élevage. Bon nombre de familles vivent de l'élevage qui constitue leurs sources de revenus et leurs moyens d'existence. L'élevage apporte également un pourcentage considérable au Produit Intérieur Brut (PIB) dans plusieurs pays de la région. Il y a donc une nécessité d'exploiter pleinement le potentiel de ce secteur en transformant les modes d'élevage.

Bien que la production animale contribue largement à l'économie des régions, le secteur, tout comme les producteurs, fait encore face à de grands défis et à une grande vulnérabilité, en particulier dans les zones d'insécurité foncière, au risque de sécheresse et à la désertification, à la menace des épidémies et aux maladies zoonotiques, au manque d'accès direct aux marchés, aux conflits violents avec les agriculteurs et d'autres utilisateurs des ressources naturelles, à la montée du banditisme rural et d'autres crimes y compris le vol de bétail, à la marginalisation en termes de formulation et de mise en œuvre des politiques, de faiblesse des cadres juridiques et réglementaires et dans les domaines de la santé humaine, de l'éducation et du développement.

Cet anniversaire revêt un caractère unique en ce sens qu'il rassemble non seulement les acteurs des communautés d'éleveurs mais aussi les partenaires techniques et financiers, les partenaires au développement, les organisations régionales, d'autres organisations pastorales et agricoles, des Organisations Non-Gouvernementales et des Organisations de la Société Civile, les médias ainsi que d'autres parties prenantes importantes, en vue de trouver un système viable de production animale, face à tous ces défis.

Le thème de cet anniversaire est tout à fait pertinent. J'exhorte les participants à y réfléchir pour trouver des solutions pratiques et réalisables qui permettront de renforcer la production animale et d'améliorer les conditions de vie des éleveurs. J'ai constaté que certains des cadres bâtis par l'APESS au fil des années comprennent des alliances et des initiatives de collaboration avec d'autres organisations d'éleveurs et d'agriculteurs. Ces efforts sont très louables et je vous encourage à poursuivre dans cette voie. En effet, les agriculteurs et les éleveurs sont des cousins germains dans l'alimentation de nos nations et dans la contribution à leur croissance économique. Il n'est nullement besoin d'avoir une confrontation ou un conflit entre ces deux groupes. Bien que les agriculteurs et les éleveurs soient confrontés à des défis particuliers en ce qui les concerne respectivement, il y a également des défis communs qu'ils doivent relever ensemble. Ces défis comprennent la diminution des disponibilités foncières, l'insuffisance des ressources en eau, l'insécurité foncière, la faible éducation des populations rurales et des éleveurs transhumants, le manque d'accès aux intrants de qualité et à de meilleurs marchés pour leurs produits. Il va sans dire que si les agriculteurs et les éleveurs conjuguent leurs efforts pour faire face à ces défis et les relever, nous parviendrons à une situation de gagnant-gagnant pour les deux groupes et à un grand profit pour les producteurs, nos pays et le continent tout entier.

Distingués Mesdames et Messieurs, Je voudrais vous remercier encore une fois d'avoir accepté notre invitation à participer à la célébration de ce très important anniversaire et à la table ronde ministérielle. J'attends avec impatience les résultats de vos travaux et la mise en œuvre de vos recommandations par toutes les parties prenantes, en particulier les gouvernements des régions. Je vous adresse encore une fois toutes mes félicitations et vous souhaite une chaleureuse bienvenue à cet anniversaire.

Que Dieu nous bénisse tous !

Promouvoir un élevage durable : quelles perspectives et propositions pour accompagner la transformation de l'élevage vers un élevage familial, moderne, intégré dans la société ?

« Tout change dans ce monde, et nous, les éleveurs, ne pouvons pas être les seuls à ne pas devoir changer! ».
« Changer, oui, mais pour aller où ? ».

Pour les éleveurs de l'APESS, ces questions ne sont pas nouvelles. Notre élevage ne ressemble plus à ce qu'il fût, il y a 20 ou 30 ans. Nos systèmes de production, nos modes de vie ont profondément évolué car l'environnement physique, économique et social a changé. Que nos systèmes d'élevage empruntent à la tradition beaucoup de connaissances et de savoirs, c'est vrai et nous le revendiquons. Nous le revendiquons car c'est précisément ce qui fonde notre capacité d'adaptation tout en gardant cet équilibre qui fait notre force entre nos trois piliers: la famille, l'animal et les espaces naturels.

Si les systèmes d'élevage pastoral ou agropastoral sont encore qualifiés d'archaïque ou jugés incapables de se moderniser, c'est que nous n'avons pas assez bien expliqué ce qu'est aujourd'hui l'élevage familial.

Pour être utile aux éleveurs et à l'Afrique de l'Ouest et du Centre, cet anniversaire de l'APESS doit marquer un tournant. Demain, l'idée de l'élevage que se font tous nos partenaires, les gouvernements, les services techniques, mais aussi l'ensemble de la société, devrait être différente, plus proche de nos réalités. Pour nous, APESS, c'est le point de départ pour redonner ses lettres de noblesse à notre élevage.

C'est pourquoi nous avons voulu que cet anniversaire soit une nouvelle occasion de bien nous faire comprendre de tous les acteurs qui veulent cheminer avec nous et nos troupeaux. Nous ne pouvons cheminer ensemble - ne serait-ce que sur un tronçon de transhumance -, que si nous sommes bien d'accord sur la destination.

Pour bien comprendre nos réalités, pour nous d'abord et pour nos partenaires, nous avons présenté les résultats tirés des enquêtes réalisées avec notre méthode du Bilan simplifié. Le bilan simplifié est notre nouveau bâton de berger, et Mesdames, Messieurs les Ministres, et les représentants des institutions régionales, ce bâton est aussi le vôtre. Il permet de comprendre le fonctionnement des exploitations familiales tournées vers l'élevage, leurs spécificités et leurs difficultés, mais aussi leur potentiel de développement au service de la région.

Que se soit au Sahel ou en Savane, les éleveurs de l'APESS sont passés du pastoralisme à l'agropastoralisme. La mobilité reste une pratique quasi généralisée car c'est la clé de la sécurité des systèmes d'élevage dans notre région. Mais la transhumance a évolué. Tous les animaux ne partent pas, les

itinéraires sont mieux maitrisés, les nouvelles technologies permettent de mieux anticiper. Plus surprenant, la part de la production agricole est plus élevée au sein des exploitations du Sahel, que dans les zones de Savane. Les profils d'exploitations ont aussi mis en évidence la précarité des modes de vie. Si certaines exploitations dégagent beaucoup d'excédents, d'autres ne parviennent pas à couvrir les besoins de la famille sur l'ensemble de l'année. Et c'est là que le bilan simplifié devient le bâton du berger. Il permet de comprendre qu'est ce qui se passe : est ce que ce sont les dépenses de la famille qui sont trop élevées ? Est ce que ce sont les cultures qui sont mal maitrisées ? Est-ce que c'est le troupeau qui est mal exploité ou ses produits mal valorisés ? A partir de là, le bilan simplifié est un support pour réfléchir au sein de la famille avec l'appui de l'APESS, pour définir les bonnes stratégies pour évoluer, identifier les bonnes pratiques.

La caractérisation de l'élevage mise en évidence par les bilans d'exploitation des éleveurs APESS, a été mise en perspective avec les grandes dynamiques des systèmes d'élevage. Trois grandes caractéristiques se détachent :

- le maintien des systèmes pastoraux, avec la mobilité comme mode de sécurisation ;

- le développement de l'agropastoralisme - les éleveurs intègrent l'agriculture, les agriculteurs intègrent l'élevage -, avec la diversification des activités et la sédentarisation au moins partielle comme modes de sécurisation des ressources de la famille ;

- le développement des élevages hors sols intensifs ou semi intensifs à la périphérie des villes.

Les discussions ont beaucoup mis l'accent sur la multifonctionnalité de l'élevage familial qu'il soit pastoral ou agropastoral, sur sa contribution à la gestion des espaces arides et semi arides, sur la sécurité alimentaire des familles d'éleveurs et des consommateurs, sur l'économie nationale et sur l'intégration régionale. Les exportations de bétail des pays sahéliens excédentaires vers les pays déficitaires du Golfe de Guinée sont le deuxième poste des échanges régionaux, après les produits pétroliers. C'est dire l'importance de l'économie de l'élevage et son potentiel. Mais c'est aussi l'élevage qui contribue à maintenir des activités et ainsi, à sécuriser les immenses espaces sahélo-sahariens. Enfin, et je terminerai sur ce point, avant d'évoquer les questions que nous voudrions soumettre à votre appréciation. L'élevage est une véritable usine pour fabriquer du lien social : au sein de nos familles, au sein des communautés, entre les communautés, entre les pays sahéliens et les pays côtiers, etc. Dans nos sociétés africaines en mutation, c'est une contribution essentielle, un vecteur de paix et de sociabilité. Nous avons des parents à plaisanterie partout !

Au cours de ces deux jours, nous avons beaucoup discuté des politiques publiques de nos Etats et de nos Communautés régionales. Nos débats ont soulevé des questions importantes. Nous en avons retenu six autour desquelles nous vous invitons à structurer nos échanges :

1. La première porte sur le cap, la destination, le modèle d'élevage que nous cherchons à bâtir ! Nous ne doutons pas de l'engagement de la plupart des gouvernements dans le soutien à l'élevage. Mais nos expériences dans les pays montrent que nous n'avons pas toujours la même vision de la transformation de l'élevage. Nous voudrions nous assurer que vous partagez notre vision : une transformation maîtrisée de l'élevage permettant de conserver les atouts de sa multifonctionnalité, tout en améliorant ses performances et sa capacité à satisfaire une demande qui s'accroit très rapidement. A ce titre, notre assemblée s'est largement émue du sort réservé à nos filières laitières. L'importation représente un coût considérable pour les économies nationales et pour les éleveurs. Vous savez à quel point l'organisation de la collecte, l'installation de mini laiteries est bénéfique car les producteurs privilégient la commercialisation du lait, et c'est souvent une activité maitrisée par les femmes. Nos élevages peuvent nourrir les villes en produits laitiers, mais les efforts d'organisation seront anéantis si la Communauté régionale continue de faciliter les importations de poudre de lait, avec des droits de douane aussi faibles. On est vraiment dans un débat sur la vision.

2. La deuxième question porte aussi sur la vision, mais la vision de l'élevage au niveau régional. Alors que l'élevage est un des principaux vecteurs d'intégration, nous sommes inquiets de voir les pays défendre des visions nationales d'autosuffisance en produits animaux et tourner le dos à une bonne gestion des complémentarités de nos économies nationales. Est-ce que vous partagez nos craintes ? Comment comptez-vous porter ce débat au sein de la CEDEAO pour aller vers une réelle vision commune au sein de la Communauté? Comment convaincre les pays membres d'appliquer les règles communes dont ils se sont dotés au sein de la CEDEAO et de l'UEMOA notamment pour faciliter les échanges commerciaux et sécuriser la transhumance ?

3. La troisième question porte sur l'innovation et le changement sociotechnique. Les débats ont mis en évidence l'importance de la recherche et de l'innovation pour permettre aux éleveurs de s'adapter aux changements de contextes et d'améliorer leurs conditions de vie. Les études de cas ont montré le rôle que peut jouer la recherche lorsqu'elle part des problèmes et est conduite en partenariat avec les éleveurs. Les participants ont mis en avant les plateformes d'innovation promues par l'APESS pour construire des réponses opérationnelles aux problèmes dans le domaine de la production et de la commercialisation. Ces approches permettent d'intégrer le changement technique dans une approche globale de l'exploitation. Mais les participants s'inquiètent de voir ces démarches portées par des projets, limités dans le temps. La transformation de l'élevage est une œuvre de longue haleine. Ces nouvelles démarches qui sont à la base d'une transformation maîtrisée et raisonnée de l'élevage, doivent être pleinement intégrées par les institutions de recherche, intégrées dans les politiques et financées par des budgets publics.

4. La quatrième question concerne la gouvernance du secteur. Nous sommes riches car nous avons beaucoup de ministres qui pensent à nous : les ministères de l'élevage, de l'intérieur, de la décentralisation, du commerce, de l'agriculture, de l'hydraulique, la santé publique, l'enseignement et j'en oublie ! Nos exploitations sont agropastorales et nous avons un ministère pour les productions végétales et un ministère pour les productions animales ! Nous voudrions nous assurer que nos Etats ne prennent pas trop de retard pour faire ce que les éleveurs ont largement entrepris : intégrer l'élevage et l'agriculture ! Nous voudrions nous assurer que la cohérence de ces multiples politiques qui touchent les éleveurs est bien recherchée au sein de nos Etats.

5. La cinquième question porte sur la commercialisation des produits. Pour satisfaire les besoins des consommateurs, nous devons améliorer les chaines de valeur et garantir la sécurité sanitaire des produits. Nous mettons en place des plateformes d'innovation avec tous les acteurs et avec la recherche pour progresser sur ce terrain. Mais il y a des aspects qui nécessitent un investissement public décisif : les infrastructures de marché, le soutien aux opérateurs pour moderniser le transport du bétail, les infrastructures d'abattage, les systèmes d'information sur les prix et les flux. Le plan d'action de la CEDEAO prévoit ces aspects mais nous ne voyons rien venir. Il en va de même de l'alignement des législations régionales, notamment sur les questions sanitaires et vétérinaires. Enfin, nous devons avancer sérieusement sur la question des tracasseries routières. J'ai évoqué la gouvernance, c'est un bon exemple d'action interministérielle à conduire pour en finir avec la fragmentation du marché régional et la corruption.

6. Avec la sixième question, nous voudrions vous interpeller sur les enjeux de la formation et de l'éducation qui sont cruciales pour assurer la transformation de l'élevage. Avec votre concours, nous avons développé des programmes d'éducation et de formation adaptés aux communautés nomades et conçues comme un instrument de prévention des conflits dans les zones transfrontalières. Je voudrais spécialement mentionner comment ce programme a permis de renouer le dialogue au Mali entre Peuhls et Touaregs, et de pacifier les relations entre les communautés, avec un rôle central joué par les femmes. Nous pensons que cette démarche originale doit être élargie, car elle rencontre un très grand succès, une très forte demande de la part d'un milieu souvent dépeint comme réfractaire à l'école. Les pasteurs ne sont pas allergiques à l'éducation. Mais ils veulent un système éducatif adapté à leur mode de vie et qui valorise leur culture. Nous devons aussi nous assurer de la pérennité de cette démarche, au niveau institutionnel

bonnes capacités, et peuvent être de véritables partenaires dans le dialogue politique avec les Etats et les institutions régionales ;

• la nécessité d'avoir une vision claire du développement de l'élevage, de façon à avoir une bonne communication et une bonne capacité de conviction auprès des plus hautes autorités ;

• la nécessité de trouver des compromis et des modes de coexistence entre les éleveurs, les agro-éleveurs, les agriculteurs, alors que les « frontières entre l'espace pastoral, agropastoral et agricole » se brouillent sous l'effet de la densification des activités et de la croissance démographique ;

• la structuration des chaines de valeur est une façon de moderniser les circuits d'approvisionnement et de mieux répondre à la demande urbaine par la production locale. C'est aussi un moyen d'organiser le dialogue, la concertation entre les différents acteurs et métiers de la filière ;

• la nécessité de réfléchir sur les mutations à long terme et le devenir des systèmes d'élevage à l'horizon 2035, en analysant la question des espaces, la gestion des territoires et des ressources naturelles et la question des marchés, le tout dans le contexte du changement climatique ;

Les enjeux liés à la Gouvernance ont largement occupé la discussion. Si l'existence d'un Ministère dédié à l'élevage est souvent perçue comme une façon de reconnaître l'importance du secteur, il ne doit pas travailler de façon isolée mais avec les autres ministères (économie et finances, agriculture, environnement, hydraulique, éducation, etc.). Un autre enjeu particulièrement important dans le domaine de la gouvernance concerne la décentralisation et la gestion des espaces transfrontaliers. Sur ces aspects, les collectivités locales, les administrations décentralisées et les institutions régionales doivent être particulièrement mobilisées.

En clôture de la rencontre, Madame la Ministre de l'Elevage et des Productions Animales du Sénégal a exprimé son immense satisfaction de constater que les enjeux et les défis qui se posent à l'élevage sont très largement partagés entre les organisations d'éleveurs et les Gouvernements. Elle a salué la qualité des débats et l'esprit de dialogue, sans langue de bois, qui a présidé l'anniversaire de l'APESS. Elle a enfin souhaité que tous ces chantiers ouverts soient prolongés pour trouver des solutions consensuelles.

Encadré 3 : Les domaines de plaidoyer

A partir de ces travaux, APESS a identifié plusieurs thématiques sur lesquelles l'association va amplifier son travail de plaidoyer et développer des alliances pour en accroitre l'impact. La particularité de l'APESS est de pouvoir ancrer son travail de plaidoyer sur la capitalisation des acquis de son expérience concrète.

- Partager la connaissance sur le fonctionnement des exploitations familiales fondées sur l'élevage lié à la tradition, sur leurs capacités d'adaptation et sur les retombées de leurs activités sur l'ensemble de l'économie. Ce plaidoyer est indispensable pour que les décideurs intègrent mieux la multifonctionnalité de ces systèmes d'élevage et leur potentiel pour répondre aux défis de la région : capacités d'approvisionner le marché des protéines animales, d'assurer une gestion durable des ressources naturelles, de contribuer à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la résilience des populations rurales, etc.

- Promouvoir les approches appropriées d'éducation et de formation des éleveurs et de leurs enfants. Pour être pleinement parties prenantes des changements aux côtés des autres acteurs de la société, tout en s'appuyant sur leurs valeurs et leur culture, les éleveurs doivent accéder à l'éducation et à la formation. Mais ces dernières doivent être adaptées tant sur le plan des contenus que sur le plan de son organisation pour tenir compte des spécificités et des contraintes des activités d'élevage, et en particulier de la mobilité des pasteurs. Une attention particulière doit être portée à l'intégration des femmes dans la sphère de l'éducation et de la formation, y compris sur les dimensions techniques, organisationnelles et de gestion de leurs activités économiques au sein de l'exploitation familiale ;

- Promouvoir les investissements et la gestion concertée multi-acteurs des ressources naturelles partagées dans les zones de cohabitation agriculture-élevage (hydraulique pastorale, franchissement des cours d'eau, sécurisation de l'accès aux ressources fourragères et aliments bétail) ;

- Promouvoir les investissements structurants, notamment dans le domaine des marchés à bétail (infrastructure, équipement, hydraulique humaine et animale, enclos, quai de chargement, accès connecté aux aires de pâturage...) et plus largement la modernisation des infrastructures le long de la chaine de valeur bétail-viandes ;

- Promouvoir des systèmes de financement adaptés à l'exploitation familiale et aux activités liées à l'élevage,au niveau individuel (l'exploitation d'élevage) et collectif (groupements, association d'éleveurs), y compris sur les chaines de valeur en aval de la production, et développer des mécanismes de mutualisation des risques au niveau des fonds agricoles régionaux ;

- Promouvoir les filières laitières locales qui constituent un enjeu stratégique tant pour l'amélioration des revenus des producteurs, la réduction des inégalités de genre, que pour la rédaction de la facture d'importation et la lutte contre la malnutrition. Cette thématique inclut une meilleure maîtrise des importations de poudre de lait, et la contractualisation entre les industries de transformation et les éleveurs.

- Développer une vision prospective consensuelle entre les pays sahéliens et les pays côtiers sur le devenir des systèmes d'élevage à l'horizon 2040, les modalités de leur adaptation aux mutations lourdes en cours (démographie, peuplement, consommation/demande, changements climatiques, pression sur les ressources, etc.) en s'appuyant sur des travaux de recherche et sur le dialogue des acteurs.

Secrétariat Général de l'APESS

04 BP 590 Ouagadougou 04 Burkina Faso
Tél. +226 50 34 66 36 ; +226 66 07 90 53
E-mail : sg@apess.org
Web site : www.apess.org